

« Minoritaires » et dans la culture de la « contestation »,
les enseignant.es du Lycée Joliot Curie répondent point par point.

Madame, Monsieur,

Madame Marjorie Lenhardt,

Ayant pris connaissance de votre article « Mobilisation nationale contre la suspension d'un prof de maths à Nanterre », paru le 21 septembre 2022, nous – professeur.es du lycée Joliot Curie réuni.es en assemblée générale – souhaitons y apporter les correctifs suivants.

1. Votre article commence par une affirmation largement sujette à caution en évoquant un « mouvement de contestation qui n'est pas majoritaire ». Rappelons ici quelques points importants : les chiffres de grévistes dans l'éducation nationale doivent être appréciés au regard des professeur.es censé.es être présent.es au lycée les jours de grève (et non sur la masse totale des professeurs qui ne sont jamais tous devant élèves tous les jours). De plus, nombre de professeur.es choisissent de participer aux rassemblements et manifestations après ou entre leurs heures de service. A ce titre, les taux de grévistes au lycée les jours des principales actions (05/09, 13/09, 21/09, 23/09) oscillent entre 40 et 60%, ce qui est une proportion plus que significative dans le cadre d'une mobilisation pour un tiers et pour laquelle individuellement les personnels n'attendent aucun gain – et uniquement une perte financière. Enfin, tous les rassemblements ont réuni de leur côté plus d'une centaine de participant.es.

Par ailleurs, la grève n'est pas – loin s'en faut – le seul moyen d'action et de mobilisation (et non de « contestation ») de personnels attachés à leurs élèves et à leur réussite. Ainsi, plus d'une centaine de collègues et ex-collègues de M. Terada ont transmis à ce dernier des courriers de soutien, remis aux autorités académiques.

Si l'on ajoute, enfin, que sur les 160 enseignant.es du lycée, 40 sont de nouveaux collègues arrivés début septembre (et souvent contractuels) et donc moins susceptibles de prendre fait et cause pour un collègue qu'ils ne connaissent que de nom, il est évident que la mobilisation en faveur de M. Terada est très largement majoritaire et même qu'elle est un élément puissant d'accord entre enseignant.es aux opinions par ailleurs diverses et parfois opposées.

Ajoutons, enfin, que cette mobilisation rencontre un écho national sans précédent. En quelques jours, une pétition en faveur de M. Terada a reçu plus de 6 300 signatures et une caisse de grève en ligne dépasse les 10 000 euros collectés sur toute la France. Ces chiffres sont inédits par leur ampleur et leur rapidité dans ce type d'affaire.

2. Vous évoquez, ensuite, un « militantisme syndical [qui aurait] débordé en salle des professeurs ». Nous rappelons de nouveau que plus d'une centaine de courriers de soutien émanant de collègues démontrent en longueur le caractère malveillant et diffamatoire d'une telle accusation. Nous ajoutons que parmi les autrices de ces courriers se trouvent trois anciens personnels de direction de l'établissement, peu susceptible d'être suspectées d'accointance avec une quelconque agitation syndicale débordante. De la même manière, il a été mainte fois rappelé, par l'actuelle direction du lycée et par les autorités académiques, qu'aucune plainte ou signalement de parents ou d'élèves ne visait M. Terada dans l'exercice de ses fonctions de professeur de mathématiques. Il est donc particulièrement injuste et abusif de tenter de faire un lien, même indirect, entre la suspension de M. Terada et d'éventuelles plaintes de famille, comme votre article le suggère dans la construction de ce paragraphe. Ici, votre recours à une unique source anonyme semble vous avoir induit en erreur manifeste.

3. Plus loin, vous reprenez une image particulièrement galvaudée de notre établissement : « un lycée qui est, depuis mai 1968, un berceau de contestation et de rapport de force entre l'administration et les professeurs ». Alors que la quasi-totalité du personnel enseignant est née bien après mai-68, il nous semble que vous cédez ici à la facilité de folkloriser un contexte local qui est d'abord celui de la destruction à petit et moyen feu de l'éducation prioritaire dans les lycées français. Pourtant, chaque année, votre journal s'est justement fait l'écho des baisses de moyens récurrentes imposées à notre lycée dont les effectifs ne font que croître. Rappelons à titre d'exemple que nous avons perdu cette année quasiment tous les éléments qui permettaient au lycée d'agir en faveur de la réussite de ses élèves (dont les propres chiffres de l'académie de Versailles attestent la plus grande fragilité – quasiment le double par rapport au département) : les enseignements en demi-groupe, l'aide-au-devoir et les devoirs communs du samedi matin. Sur ces dernières années, ce sont plusieurs centaines d'heures qui manquent à l'appel, sans parler des personnels manquants (une seule infirmière pour 2 000 personnes fréquentant l'établissement). Enfin, cette situation catastrophique est loin de se limiter au seul lycée Joliot-Curie et à Nanterre. Des mobilisations

ont touché ou touchent les lycées de Colombes, Asnières et Gennevilliers, pour ne citer que trois villes populaires du département.

4. Revenant sur les prises de position publique de la Mairie de Nanterre qui, selon vous, ne « souhaite pas prendre partie », vous semblez nuancer la « détermination » évoquée par dans son communiqué et son souhait de voir reconnu « à juste titre » « l'arbitraire » de la suspension de M. Terada. De plus, vous omettez de signaler à vos lectrices et lecteurs les soutiens clairs, appuyés et revendiqués de nombreux élus de Nanterre, du 92, de toute l'Île-de-France et même au-delà, en particulier sur les réseaux sociaux, par des courriers officiels et par leur présence dans les divers rassemblements. Citons (liste non-exhaustive) : Mme Sabrina **Sebaihi**, députée de Nanterre-Suresnes, Mme Elsa **Faucillon**, députée de Colombes, Genevilliers et Villeneuve-la-Garenne, Mme Francesca **Pasquini**, députée d'Asnières et Colombes, M. Aurélien **Saintoul**, député de Bagneux, Malakoff et Montrouge, M. Paul **Vannier**, député du Val-d'Oise, Mme Ersilia **Soudais**, députée de Seine-et-Marne, M. Maxime **Laisney**, député de Seine-et-Marne, Mme Clémentine **Autain**, députée de Seine-Saint-Denis, M. Danièle **Obono**, députée de Paris, Rodrigo **Arenas**, député de Paris, et M. Léo **Walter**, député des Alpes-de-Haute-Provence (et cette liste s'allonge chaque jour). Nous nous abstenons de vous recopier également la liste des figures nationales de tous horizons ayant apporté leurs soutiens à M. Terada, elle se trouve sur nos différents comptes des réseaux sociaux : « Joliot en lutte ».

Reconnaissants de l'intérêt que vous portez à la situation de notre établissement et de notre collègue, nous vous prions, Madame, Monsieur, de portez à la connaissance de votre lectorat ces éléments et vous assurons de notre très sincère considération.

Les enseignant.es du lycée Joliot Curie de Nanterre,
réunis.es en assemblée générale le 23 septembre 2022